



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES INTERMINISTÉRIELLES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ N°PREF-SAPPIE-BE-2019-0026**

du

**30 JAN. 2019**

**mettant en demeure la société YONNE CONDITIONNEMENT de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié l'autorisant à exploiter un bâtiment logistique sur le territoire de la commune d'Auxerre**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.171-8,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 autorisant M. le directeur de la SARL YONNE CONDITIONNEMENT à exploiter un bâtiment logistique sur le territoire de la commune d'Auxerre ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-DCDD-2007-229 du 31 mai 2007 portant modification ;

VU le rapport de proposition d'un arrêté de mise en demeure établi par l'Inspection des Installations Classées en date du 21 décembre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 37.3 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié prévoit que : « *dans chaque entrepôt, un espace minimal de 0,80 m doit être maintenu entre les matières stockées et les parois ou éléments de structure* », qu'« *une distance minimale d'un mètre doit être maintenue entre les matières stockées et les éléments de plafond ou des toitures, et que le bâtiment A3 doit être scindé en 2 zones équivalentes, séparées par une travée de 10 m de largeur, exempte de tous matériaux. Cette zone doit être clairement matérialisée au sol.* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 37.4 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié prévoit que : « *les matières conditionnées stockées en masse forment des îlots de caractéristiques suivantes : surface au sol maximale de 400 m<sup>2</sup>, hauteur maximale de stockage de 2 m, distance entre îlots de 2 m minimum.* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 septembre 2018, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'irrespect de ces dispositions ;

**CONSIDÉRANT** que cet irrespect est susceptible d'entraîner en cas d'incendie des effets majorés vis-à-vis de ceux décrits dans le dossier déposé à l'appui duquel l'exploitation a été autorisée, et ainsi de porter atteinte aux intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 36.2 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 dispose que : « *Les toitures comportent au moins sur 2 % de leur surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle. Les exutoires de fumées et de chaleur ont une surface supérieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture. Pour les bâtiments A1 et A2, l'ensemble de ces éléments doit être localisé en dehors d'une zone de 4 mètres située de part et d'autre du mur de séparation. Leur commande automatique est doublée d'une commande manuelle facilement accessible depuis les issues de secours et correctement signalée. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits. Des écrans de cantonnement sont aménagés en partie haute des bâtiments pour permettre un désenfumage* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 septembre 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter la preuve que les aménagements des bâtiments A1 et A3 répondaient aux attentes en matière d'évacuation et de cantonnement des fumées et que le bâtiment A2 est dépourvu de dispositif de cantonnement ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 37.3, 37.4 et 36.2 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié ;

**CONSIDÉRANT** que le site ne peut donc être considéré comme placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la SARL YONNE CONDITIONNEMENT de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : Mise en demeure**

La SARL YONNE CONDITIONNEMENT, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté dont le siège est situé rue des Caillottes, ZI de la plaine des Isles, 89000 AUXERRE, est mise en demeure

sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- d'organiser ses stockages conformément aux dispositions des articles 37.3 et 37.4 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 modifié ;

sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de justifier en tout point du respect de l'article 36.2 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/2002-0020 du 14 janvier 2002 pour les bâtiments A1, A2 et A3.

## **ARTICLE 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il serait fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : Exécution**

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société YONNE CONDITIONNEMENT, et dont copie sera adressée à :

- M. le Maire d'Auxerre,
- Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne,
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Yonne,
- M. le Chef du service interministériel de défense et de protection civiles.

30 JAN. 2019

Fait à Auxerre, le

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale

Préfecture de l'Yonne-service du courrier

04 FEV. 2019

ARRIVÉE

Françoise FUGIER

## **Délais et voies de recours**

*Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.*

*A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la Transition Ecologique et Solidaire d'un recours qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

